

AFRIQUE DU SUD | BOTSWANA | MALAWI | MOZAMBIQUE | NAMIBIE |
SWAZILAND | ZAMBIE | ZIMBABWE

PhytoTrade. Des produits naturels certifiés pour préserver la biodiversité et appuyer le développement local en Afrique Australe



Appuyer PhytoTrade Africa (PTA) qui joue un rôle important dans la promotion de la gestion de l'environnement durable, le développement des marchés et des chaînes d'approvisionnement inclusifs pour les produits naturels et enfin, en favorisant le développement des communautés rurales

01/09/2012

Date de début du projet

31/12/2015

Date de fin du projet

05/07/2012

Date d'octroi du projet

Harare

Localisation

[Biodiversité](#)

Secteur(s)

[subvention](#)

Outils de financement

3 100 000 EUR

Montant du financement dont financement FFEM

900 000

EUR Montant du financement FFEM

3 ans

Durée du financement

PhytoTrade Africa (PTA)

Bénéficiaires

[AFD et FIDA](#)

Cofinanceur(s)

AFD

French Ministry for Ecological and Inclusive Transition (MTES)

Institution(s) membre(s) porteuse(s) du projet

Contexte et Objectifs

De 2012 à 2015, le FFEM, l'AFD et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont soutenu ce projet qui avait pour but de contribuer au développement économique et social des communautés rurales et préserver les écosystèmes par le biais de la commercialisation de produits naturels.

Le projet intervient dans 8 pays d'Afrique australe et porte sur la **structuration d'une dizaine de filières de produits naturels**. Dans cette région, se sont développées les pratiques de gestion communautaire des ressources naturelles, c'est-à-dire la gestion déléguée par l'Etat aux **communautés** des ressources provenant des terres communales. Les pratiques de récolte et d'exploitation durables de plantes non cultivées et la vente de produits naturels, transformés ou non, font aujourd'hui l'objet de débats et d'accords internationaux (notamment l'Accord sur le Partage des Avantages de la Convention des Nations-Unies sur la Biodiversité) et des législations nationales se mettent en place progressivement.

La gestion durable des ressources naturelles par les communautés constitue **une source de revenus** complémentaire pour des populations marginalisées, et majoritairement pour les femmes. Elle offre des **opportunités de développement** pour de petites PME de transformation et permet de freiner la déforestation, en valorisant économiquement les produits forestiers non ligneux..

Descriptif

Le projet est mis en œuvre par PhytoTrade Africa (PTA), une association à but non lucratif, regroupant une grande diversité d'acteurs des pays d'Afrique Australe, représentant l'amont et l'aval des filières soutenues : organisations communautaires de collecte et de transformation, ONG, PME, exportateurs. Les bénéficiaires finaux sont les populations rurales des pays d'Afrique australe. Cinq composantes sont prévues :

- Fiabiliser, diversifier et assurer des approvisionnements de qualité.
- Optimiser et protéger les ressources naturelles et les écosystèmes associés.
- Réhabiliter l'industrie de l'huile de Mafura, décimée par la guerre civile, au Mozambique.
- Appuyer le développement de produits et de marchés locaux, régionaux et internationaux.
- Faciliter le financement de PME investies dans la transformation et la commercialisation des produits naturels.

A terme, ce projet doit contribuer au développement économique et social de communautés rurales pauvres d'Afrique australe et à la préservation d'écosystèmes, grâce à la commercialisation de produits naturels, en accord avec les principes du protocole de Nagoya sur l'Accès et le Partage des Avantages (APA) des ressources génétiques. Il doit assurer un développement durable, équitable, rentable et répliquable de quatre filières focales (Griffe du Diable, Marula, Baobab et Mafura) et le développement de marchés pour l'ensemble des produits naturels.

Impacts

- Les revenus annuels totaux dans les communautés rurales ont augmenté et sont passés entre 2012 et 2014 de 0,9 million à 1,2 million de dollars. Ce revenu est généré par des femmes et utilisé pour améliorer leurs conditions de vie.
- Le projet conduit les receveurs à s'organiser en **groupes d'approvisionneurs formels**, ce qui abouti à un accroissement de leur pouvoir de négociation et à une réduction de leur temps de déplacement et des coûts y afférents.
- Les ventes annuelles de produits naturels ont augmenté et sont passées entre 2012 et 2014 de 2,3 à 5,7 millions dollars.
- Les changements environnementaux sont difficiles à évaluer en raison de la courte durée du projet et le nombre limité d'indicateurs de biodiversité. Le projet aboutira sur le long terme à des impacts environnementaux positifs.